

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

**Direction de l'administration et  
des finances**  
Service des marchés publics

---

**Dossier suivi par :**  
Service des marchés publics

**Ligne directe :**  
01 49 77 38 71

**E- mail :**  
smp.anses@anses.fr

**N. Réf. :**

**V. Réf. :**

---

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
n°52 du 28/11/2024**

**Relatif à**

**Exploitation et maintenance multi technique – Anses  
LSV site de Lempdes**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	Dispositions générales .....	4
1.1	Objet du marché .....	4
1.2	Durée du marché et montants .....	4
1.3	Lieu d'exécution .....	4
1.4	Pièces constitutives du marché .....	5
1.5	Pièces particulières .....	5
1.6	Pièces générales .....	5
1.7	Autre pièce .....	5
1.8	Normes .....	5
1.9	Dispositions particulières .....	5
ARTICLE 2	Conditions d'exécution des prestations .....	5
2.1	Bon de commandes .....	5
2.2	Clause de réexamen .....	6
2.3	Délais d'exécution .....	6
2.4	Pénalités .....	6
2.5	Prestations réalisées à titre principal .....	8
2.6	Prestations hors forfait - aux bons de commande .....	9
2.7	Nettoyage des locaux et matériels .....	9
2.8	Signalisation des travaux .....	10
2.9	Documentation technique .....	10
2.10	Suivi de la prestation .....	10
2.11	Prise en charge – remise des équipements en fin de marché .....	10
ARTICLE 3	Responsabilité et obligations du titulaire .....	10
3.1	Responsabilité de l'exécution de la prestation .....	10
3.2	Responsabilité en cas de dommages de toute nature .....	10
3.3	Discipline (interdictions générales) .....	10
3.4	Obligations relatives au personnel .....	11
3.4.1	Respect des normes générales .....	11
3.4.2	Comportement .....	11
3.4.3	Dispositions applicables en cas de mouvements sociaux du personnel du titulaire : .....	11
3.5	Prévention des risques .....	11
3.6	Obligation de confidentialité .....	12
ARTICLE 4	Clause environnementale .....	13
ARTICLE 5	Vérification-admission .....	13
ARTICLE 6	Prix et règlement des comptes .....	13
6.1	Prix .....	13
6.1.1	Généralités .....	13
6.1.2	Variation des prix : .....	13
6.2	Avance .....	14
6.3	Modalités de règlement du marché .....	14
6.3.1	Présentation des demandes de paiements .....	14
6.3.2	Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures .....	15
6.3.3	Mode de règlement et délai de paiement .....	16
6.3.4	Paiement des sous-traitants .....	16
ARTICLE 7	Assurance .....	17
ARTICLE 8	Résiliation du marché .....	17

8.1	Dispositions générales .....	17
8.2	Disposition particulière .....	17
8.3	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire .....	17
ARTICLE 9	Autres dispositions .....	17
9.1	Comptable assignataire des paiements : .....	18
9.2	Personnes habilitées .....	18
9.3	Litiges .....	18
ARTICLE 10	Derogations au ccag fcs .....	18
Annexe sécurité et confidentialité des documents de travail utilisés dans le cadre du marché avec l'Anses .....		19

## **ARTICLE 1      DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1      OBJET DU MARCHÉ**

Marché passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions du code de la commande publique.

Le marché constitue un accord cadre qui en fixe tous les termes et est conclu avec un seul opérateur économique. En conséquence, suivant les termes de la fiche explicative CC/2005/03\_rev1 du 14.7.2005 de la Commission européenne relative aux accords-cadres, ce dernier est qualifié de contrat cadre individuel.

Le contrat cadre individuel, s'exécute sous la forme d'un marché de services à bons de commande suivant les dispositions du code de la commande publique.

Le marché a pour objet l'**exploitation et la maintenance multitechnique – Anses LSV site de Lempdes**.

Les prestations demandées comprennent, suivant les dispositions du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) :

À titre principal sur une base forfaitaire : les prestations liées au démarrage du marché (transition – fera l'objet le cas échéant d'un ordre de service/bons de commande spécifique) et celles relatives à l'exploitation et la maintenance du site telles que définies dans le CCTP, effectuées sur une base forfaitaire.

Prestations aux bons de commande :

- Les ingrédients, pièces détachées et de rechange non compris au forfait.
- Les interventions pour dépannage réalisées en dehors des plages horaires définies\*.
- Les prestations de maintenance corrective et évolutive simple non comprises au forfait\*.

\*Le titulaire ne détient pas l'exclusivité pour l'exécution de ces deux dernières prestations ; au vu du montant estimé ou des caractéristiques techniques des prestations concernées, l'Anses se réserve la possibilité d'en confier la réalisation à un tiers.

### **1.2      DUREE DU MARCHÉ ET MONTANTS**

**Durée** : le marché est conclu à sa date de notification pour une durée initiale de 36 mois à compter de la mise en œuvre effective du service d'exploitation et de maintenance telle que constatée par procès-verbal, reconductible expressément pour une dernière période de 12 mois.

Le cas échéant, en cas de volonté du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire le marché, ce dernier se prononce dans un délai de trois mois précédant la fin de la période précédente en notifiant au titulaire la décision de non reconduction du marché ; la non reconduction du marché ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité.

**Montants** : Le montant minimum du marché correspond au montant des prestations forfaitaires pour la première période d'exécution. Le montant maximum du marché est de 600 000 euros HT sur sa durée totale.

### **1.3      LIEU D'EXECUTION**

**Anses**

Laboratoire de la santé des végétaux-Unité de quarantaine  
6, rue Aimé Rudel - Marmilhat  
63370 Lempdes

#### **1.4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché, les documents originaux conservés dans les archives de l'Anses font seuls foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

#### **1.5 PIECES PARTICULIERES**

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;

#### **1.6 PIECES GENERALES**

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) – arrêté du 30 mars 2021.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre.

#### **1.7 AUTRE PIECE**

- L'offre technique et financière du titulaire

#### **1.8 NORMES**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent CCAP, du CCTP et aux règlements, normes et spécifications techniques en vigueur.

#### **1.9 DISPOSITIONS PARTICULIERES**

Les conditions générales de vente du titulaire, dès lors qu'elles sont contraires aux dispositions du présent document et du CCAG visé supra, sont réputées non écrites et ne sont pas opposables au présent contrat.

### **ARTICLE 2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **2.1 BON DE COMMANDES**

Les prestations concernées font l'objet de l'émission de bons de commande successifs, valant ordre de service de démarrage des prestations, établis sur la base des prix annexés à l'acte d'engagement et notifiés au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'Anses. Les bons de commande sont transmis au titulaire par tout moyen (télécopie, mél, courrier...) qui en accuse réception.

Chaque bon de commande précise :

- La nature, la description des prestations à réaliser ;
- Le cas échéant les délais d'exécution et les sujétions particulières
- Le montant du bon de commande.

Le cas échéant le titulaire présente, à la demande de l'Anses, une proposition sous forme de devis. Cette disposition peut s'appliquer notamment pour l'exécution de prestations complémentaires qui entrent dans l'objet du marché mais qui ne sont pas précisées dans les grilles financières et le cahier des charges ; dans ce cas, le bon de commande est le cas échéant passé sur la base du devis sous réserve que ce dernier soit accepté. Le devis est annexé au bon de commande.

Les devis devront être détaillés et comporter : la nature et la description des prestations, la décomposition du prix en fourniture et main d'œuvre, le délai d'intervention et le délai d'exécution, les corps d'état concernés et le nombre d'intervenants potentiels...

**Pour les prestations relatives à l'exploitation et la maintenance réalisées à titre principal sur une base forfaitaire, la signature du procès-verbal de mise en œuvre effective de la prestation et la notification des décisions de reconduction valent bon de commande et ordre de service de démarrage.**

En dérogation au délai des articles 3.7.2 et 2.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Anses dans un délai de trois jours à compter de la réception du bon de commande.

## **2.2 CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément aux dispositions des articles L 2194-1, L 2194-2 et R 2194-1 du code de la commande publique, des modifications à l'initiative de l'Anses, le cas échéant sur demande préalable du titulaire, pourront être apportées en cours d'exécution au marché. Elles seront dispensées d'une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence et ce, quel que soit leur montant.

Les modifications pourront porter sur les éléments suivants :

- Modification du périmètre notamment, ajout/suppression de bâtiments, d'équipements à maintenir.
- Toute modification substantielle induisant une évolution du prix...

Suivant le contexte économique, les modalités d'exécution suivantes :

- L'ensemble des dispositions relatives à la révision des prix.
- Toute autre clause impactée.

Toute modification sera constatée par un écrit.

## **2.3 DELAIS D'EXECUTION**

Prestations à titre principal :

La date de début des prestations est définie d'un commun accord avec le titulaire et matérialisée par la signature du Procès-Verbal qui constate la mise en œuvre effective du service.

Prestations au bon de commande : les délais d'exécution sont mentionnés sur le bon de commande après entente entre les parties si ce délai s'écarte de celui mentionné dans l'offre du titulaire.

## **2.4 PENALITES**

Les pénalités applicables dérogent aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG/FCS ; elles ne sont pas plafonnées.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Anses se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités.

- Rupture de confinement : 5 000€/constat
- Thermographie infrarouge non effectuée ou rapport non remis : 2000€/constat
- Rapport d'activité trimestriel non remis une semaine avant la date de réunion : 2000€/constat
- Visite de maintenance non effectuée (CVC, Plomberie, électricité) ou rapport de visite non remis : 1 500€/constat
- Panne ou défaut durant plus de 5 jours calendaires (CTA, Extracteur, Chaudière, groupe froid) : 500€/constat

- Techniciens sur site n'ayant pas reçu la formation risques bio et chimique : 500€ / constat / jour
- Vérification de l'absence de pompage (gamme spécifique) non réalisé selon le calendrier: 500€/constat.
- Test de l'autorité des vannes (gamme spécifique) non réalisé selon le calendrier: 500€/constat.
- Absence de préconisations/optimisation dans les rapports: 500€/constat
- Intervention d'un sous-traitant non déclaré : 500€/constat
- Délais d'intervention non respecté 500 €/intervention
- Diplôme, Qualification, compétence ou expérience des intervenants insuffisante : 500€/constat
- Stock insuffisant de sel de déneigement (250kg mini) : 500€/constat
- Non remise d'un compte rendu de contrôle réglementaire ou d'analyse d'eau (1 mois après le contrôle ou le prélèvement) : 300 €/document
- Analyse des eaux ou rapport non transmis : 200€/constat
- Relevé des consommations ou rapport de suivi non effectué : 200€/constat
- Eclairage HS pendant plus d'une semaine : 200€/constat
- Effectif sur site non respecté (minimum 1 technicien 2 jours par semaine et 7h par jour) : 200 € / constat / jour
- Absence du RTA aux réunions : 200€/constat
- Délais de dépannage sur installation non respectés : 200 €/constat
- Consignes non respectées (température, pression et débit +/-10%) : 200 €/jour
- Température inférieure à 0°C ou supérieure à 35°C dans les compartiments de culture des plantes : 200€ / constat / jour
- Equipement mis à l'arrêt sans prévenir l'Anses : 200€/constat
- Chaudière, groupe froid ou pompe EC ou pompe EG mis en fonctionnement, non-respect de la consigne d'arrêt de l'Anses : 200€/constat
- Avis de coupure non affiché sur les portes une semaine avant la coupure programmée : 200€/constat
- Non remise d'un rapport ou d'un bon d'intervention (1 semaine après l'intervention) : 200€/document
- Non remise d'un document (après le calendrier) : 200 €/document
- Analyse des pannes ou réglage pour la maîtrise des énergies insuffisant : 200€/constat
- Non remise du calendrier des travaux (1 fois par semaine) : 200€/constat
- Non remise du rapport d'analyse suite à une panne : 200€/constat
- Calorifuge manquant ou détérioré sur une canalisation : 200€/constat
- Fuite non réparée, signalée depuis plus d'une semaine (réseau EC, EG, eau etc..) : 200€/constat
- Non remise du rapport (rapport et tableau xls) de réglage de combustion des chaudières (après le calendrier) : 200€/constat
- Tableau des courbes de chauffe ou des consignes de température des systèmes froid non tenu à jour : 200€/constat
- Rapport de test de l'autorité des vannes non effectué ou non archivé (après le calendrier) : 200€/constat
- Rapport de Vérification de l'absence de pompage v3v non effectué ou non archivé (après le calendrier) : 200€/constat
- Graphique d'encrassement des filtres absent ou incomplet (manque 1 relevé hebdomadaire) : 200€/filtre/constat
- Absence de date de changement de filtre sur un graphique : 200€ /constat/graphique
- Absence d'une feuille de suivi ou d'un cahier de suivi : 200€/document
- Non archivage d'un rapport, d'un bon d'intervention ou d'un compte rendu sur le serveur : 200€/document
- Liste des équipements ou liste des filtres non mise à jour dans le rapport trimestriel : 200€/constat

- Propositions d'efficience énergétiques non remises dans le rapport trimestriel : 200€/constat
- Non remise d'un compte rendu de réunion d'exploitation (1 semaine après la réunion) : 200€/constat
- Campagne de relevés mensuels de compteurs non effectuée (1 semaine après la fin du mois) : 200€
- Manquement à l'accompagnement d'un contrôle réglementaire : 200€/jour
- Délais pour remettre un devis non respecté : 200€/constat
- Délais supérieur à 2 jours ouvrés pour compléter un Ticket sous logiciel spécifique : 200€/constat
- Absence ou défaut de fonctionnement d'un outillage sur site : 200€ / constat / outil
- Absence de consommable (consommables cités dans le cctp) sur site : 200€ / constat
- Absence de Smartphone en possession d'un technicien sur site : 200€ / constat
- Non remise de l'estimation des consommations de l'année à venir (à transmettre dans le rapport annuel) : 200€
- Prestation commandée et exécutée au-delà du délai prévu : 50€ / jour calendrier de retard
- Retard à la livraison de l'état des lieux : 100€/ jour
- Etat des lieux incomplet : 200€/ constat
- Nettoyage d'un local technique non effectué selon le calendrier : 200€/ constat
- Panne connue par le Titulaire et non signalée en moins d'une heure : 200€/constat
- Marquage ou repérage insuffisant des matériels CVC : 200€/constat
- Date de remplacement absente sur un nouveau matériel mise place par le TITULAIRE : 200€/constat
- Défaut d'étalonnage d'un manomètre à colonne liquide, niveau de liquide incorrect : 200€/constat
- Lumière laissée allumée après le départ d'un local technique : 200€/constat
- Identification manquante sur un tableau électrique : 100€/identification
- Rupture de stock sur un filtre : 100€/constat
- Rupture de stock sur un type d'ampoule : 100€/constat
- Absence ou défaut sur un thermomètre ou manomètre sur les installations CVC : 100€/constat
- Absence de la dernière date de remplacement ou nettoyage des filtres sur les VC et cassettes de clim : 100€/constat

## **2.5 PRESTATIONS REALISEES A TITRE PRINCIPAL**

Les prestations de maintenance font l'objet d'une planification établie en commun accord avec l'Anses. Si l'une des parties souhaite déplacer une intervention, elle en informe préalablement l'autre au moins 2 jours avant la date prévue.

Le cas échéant, lorsqu'une intervention est susceptible de générer une nuisance dans le fonctionnement courant de l'Anses les interventions sont programmées, après accord des parties, en dehors de la plage horaire précitée ou le samedi. Dans ce dernier cas l'Anses ne supporte pas de supplément de prix, le coût des dites prestations est intégré au forfait de base.

L'astreinte s'entend pendant et en dehors de la période d'ouverture précédemment définie, les samedis-dimanches et les jours fériés. Le titulaire intervient sur demande expresse de l'Anses (télécopie, message électronique ou demande téléphonique confirmée par écrit).

Il s'engage à intervenir sur site dans les délais fixés au CCTP.

Chaque demande d'intervention est consignée sur une main courante tenue par le titulaire en précisant la date, l'heure, l'objet de l'incident...

Pour un mois considéré, tout retard, pourra conduire l'Anses à appliquer des réfections, dans les conditions de l'article 30.3 du CCAG/FCS, sur la facture de la redevance mensuelle forfaitaire.



### Temps d'indisponibilité

Si une intervention conduit à une indisponibilité d'un matériel ou d'un ensemble supérieure à 4 heures, ou si cette indisponibilité quelle que soit sa durée est susceptible de diminuer la capacité opérationnelle de l'Anses, le titulaire doit informer préalablement le Directeur de l'établissement ou son représentant et obtenir son accord avant d'entreprendre toute action.

### Propositions d'intervention

Le titulaire est soumis à une obligation d'information et de conseil :

- Dans le cadre des activités réalisées, le titulaire formule les propositions d'intervention qui sortent du cadre du forfait de maintenance en indiquant les conséquences que pourrait entraîner une décision négative de l'Anses.
- Il donne tout conseil qu'il juge utile sur l'utilisation des équipements et les améliorations à apporter.
- Il est tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur et de signaler tout constat d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens.
- Il informe l'Anses de la nature et de la périodicité des contrôles réglementaires.
- Il formule toutes propositions destinées à améliorer les performances environnementales du site et/ou les maintenir à un niveau élevé.

Ces propositions sont présentées sous forme écrite (simple lettre ou rapport).

L'Anses reste seule juge de la suite qu'il convient à donner dans le cadre de sa responsabilité.

### Rapports :

Dans le cadre des prestations préalablement définies le titulaire atteste régulièrement de son activité et établit en tant que de besoin les rapports de visite ou d'intervention qu'il transmet à l'Anses.

## **2.6 PRESTATIONS HORS FORFAIT - AUX BONS DE COMMANDE**

Les interventions pour pannes qui découlent d'une mauvaise exécution de la maintenance sont exécutées au titre du forfait mensuel.

Les interventions qui ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements (à la suite par exemple d'une défaillance, d'une dégradation ...) ou leur évolution, hors cadre du forfait de maintenance, font l'objet d'une demande adressée au titulaire. A réception de la demande, ce dernier propose à l'Anses un devis détaillé établi aux conditions qui figurent en annexe à l'acte d'engagement et mentionne les délais de réalisation.

Ces opérations peuvent également avoir pour origine le titulaire. Ce dernier adresse alors de sa propre initiative directement à l'Anses une proposition sous forme de devis sur laquelle il précise et motive la demande d'intervention, le cas échéant en mentionnant les conséquences susceptibles de découler d'un refus de l'Anses.

Le cas échéant si le devis est accepté, l'Anses notifie au titulaire le bon de commande correspondant pour exécution des prestations.

Le remplacement des pièces de rechange facturées hors forfait est soumis à l'accord préalable de l'Anses qui émettra le cas échéant le bon de commande correspondant.

## **2.7 NETTOYAGE DES LOCAUX ET MATERIELS**

Le titulaire s'engage régulièrement :

- A assurer le nettoyage de tous les locaux techniques et réserves occupés par les équipements ou installations dont il a la charge.
- A évacuer tous les déchets issus de l'exploitation et assurer leur recyclage dans le respect de la réglementation.
- A assurer tout le nettoyage rendu nécessaire après intervention

## **2.8 SIGNALISATION DES TRAVAUX**

Chaque fois que cela sera nécessaire, le titulaire devra, à ses frais et après avoir reçu l'approbation de l'Anses, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation du chantier et prévenir les divers usagers et le personnel de l'Anses de la présence de zones interdites.

## **2.9 DOCUMENTATION TECHNIQUE**

La documentation technique remise au titulaire par l'Anses à la prise en charge des équipements reste la propriété de l'Anses et n'est utilisée par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent contrat. Cette documentation est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions.

## **2.10 SUIVI DE LA PRESTATION**

L'exécution de la prestation peut être contrôlée à tout moment par les agents de l'Anses, sans en avertir préalablement le titulaire. Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché.

L'Anses pour sa part, informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation. Les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur ne pourront être prises, sur proposition du référent technique, que par le Directeur général et les personnes ayant reçues délégation.

## **2.11 PRISE EN CHARGE – REMISE DES EQUIPEMENTS EN FIN DE MARCHE**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance.

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et de restituer toute la documentation afférente.

# **ARTICLE 3 RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le marché comporte une obligation de résultat.

## **3.1 RESPONSABILITE DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION**

Les préposés du titulaire affectés à la réalisation de la prestation resteront placés sous son autorité et sous sa responsabilité exclusive. À cet effet, le titulaire assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la discipline et la formation.

En cas de non-respect de ces obligations, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Dans la mesure du possible, le titulaire maintiendra affecté aux prestations le même personnel pour la durée du marché.

## **3.2 RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES DE TOUTE NATURE**

Le titulaire du marché est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses employés.

Il est responsable des dommages que ses employés peuvent causer directement ou indirectement : aux personnels de l'Anses ou à des tiers, aux biens appartenant à l'Anses ou à des tiers.

## **3.3 DISCIPLINE (INTERDICTIONS GENERALES)**

Il est interdit aux agents du titulaire :

- d'amener sur le lieu de travail, des animaux, des enfants ou des personnes étrangères à l'entreprise,

- d'utiliser le téléphone, le fax, et les photocopieurs de l'Anses à des fins personnelles,
- de provoquer du désordre d'une façon quelconque,
- de manquer de respect aux occupants des lieux et aux visiteurs.

Le titulaire est responsable de la discipline et du respect, par ses employés, des consignes et des prescriptions du présent marché.

### **3.4 OBLIGATIONS RELATIVES AU PERSONNEL**

#### **3.4.1 Respect des normes générales**

Le titulaire du marché est chargé d'organiser le travail de ses agents dans le respect des textes législatifs, réglementaires et des règles de la profession (conventions collectives, accords salariaux...).

Le personnel chargé de l'exécution des prestations prévues aux termes du présent marché doit avoir été engagé conformément à la législation et à la réglementation en vigueur sur le territoire métropolitain français. A cette fin, le titulaire s'engage notamment à fournir, la copie des titres de résidence sur le territoire français et les autorisations de travail du personnel étranger chargé de l'exécution des prestations.

Seuls seront admis dans l'immeuble les employés du titulaire dont la liste aura été agréée par l'Anses après production préalable par le titulaire des renseignements sus-mentionnés.

#### **3.4.2 Comportement**

Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des personnels des lieux dans lesquels il sera amené à se déplacer dans le cadre de son activité.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné ; dans le cadre de l'activité de son équipe sur le site il est le premier interlocuteur de l'Anses.

#### **Sanctions :**

Toute réclamation de l'Anses concernant la présentation ou le comportement d'un agent sera formulée au titulaire du marché, par écrit en précisant les faits reprochés.

Si ceux-ci consistent en un comportement déplacé ou une inexécution des tâches confiées dans le cadre du présent marché, l'Anses peut, selon son choix :

- Mettre en demeure, par lettre recommandée avec avis de réception, le titulaire de remédier à ces manquements. Le titulaire disposera d'un délai de 48 heures à compter de la réception de ce courrier pour se conformer aux dispositions du présent marché,
- Exiger l'exclusion immédiate de l'agent concerné. Le prestataire s'engage alors à remplacer l'agent dans un délai de 48 heures suivant la réception du courrier de l'Anses,
- Résilier le marché, pour faute du titulaire.

#### **3.4.3 Dispositions applicables en cas de mouvements sociaux du personnel du titulaire :**

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève des salariés de la société et dans l'impossibilité pour le titulaire d'organiser un service garantissant l'exécution des prestations, l'Anses pourvoira au manquement, aux frais et risques du titulaire, par tous moyens qu'elle jugera utile et notamment en faisant appel à une autre entreprise.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **3.5 PREVENTION DES RISQUES**

Les activités menées à l'Anses ainsi que la co-activité lors de l'intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants peuvent générer des risques particuliers nécessitant d'être maîtrisés en application des principes généraux de prévention de santé sécurité au travail.

Les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à l'Anses.

En fonction du type de marché et des exigences réglementaires applicables, l'Anses et le titulaire établissent au début du marché un des documents relatifs à la prévention des risques liés à la co-activité (plan de prévention, plan particulier de sécurité et de protection de la santé ou protocole de sécurité).

Le titulaire pourra être amené à la demande de l'Anses à participer aux inspections préalables et aux réunions de suivi du dispositif de prévention des risques tout au long du marché.

Le titulaire transmet à son personnel les instructions nécessaires à la maîtrise des risques lors de l'intervention et s'assure de leur application tout au long de l'exécution du marché.

En cas d'accident ou incident ayant révélé un risque grave, le titulaire s'engage à prévenir le représentant du pouvoir adjudicateur de l'Anses dans les plus brefs délais. De la même manière, l'Anses alerte le titulaire dans les plus brefs délais si un de ses salariés est exposé à un danger grave.

Concernant les accès aux locaux et aux installations, tout intervenant du titulaire doit se conformer aux conditions d'accès et d'intervention applicables sur les entités de l'Anses.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer par son personnel et celui de ses sous-traitants les règles suivantes :

- Donner à l'Anses la liste du personnel intervenant au préalable de l'intervention et la mettre à jour tout au long de l'exécution du marché ;
- Demander l'autorisation de l'Anses pour faire accéder sur le site de nouveaux collaborateurs employés par le titulaire ou par un des sous-traitants au préalable de l'intervention ;
- Faire se présenter les nouveaux agents du titulaire et de ses sous-traitants au poste de contrôle et sécurité ou à l'accueil du site, pour un enregistrement et le dépôt d'une pièce d'identité ;
- Faire signer à chaque employé du titulaire et de ses sous-traitants un engagement individuel relatif au port du badge.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci avant, l'Anses pourra refuser l'accès au site d'un membre du personnel du titulaire ou demander son remplacement.

### **3.6 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de stricte confidentialité. Sauf autorisation expresse de l'Anses, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Les membres du personnel du titulaire sont astreints aux mêmes obligations que leur employeur. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. À cet effet, ce dernier s'engage notamment à :

- ne pas accéder, diffuser, altérer des informations ou ressources de l'Anses n'entrant pas dans le cadre de l'exécution du marché et ce d'aucune manière que ce soit,
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés par l'Anses ou utilisés par lui, dans le cadre du présent marché,
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- ne pas communiquer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes publiques ou privées,
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du marché,
- en fin de contrat : procéder à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations suivies, et restituer intégralement à l'Anses les supports d'information utilisés.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Anses à résilier le marché pour faute du titulaire.

#### **ARTICLE 4      CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le titulaire du marché doit s'inscrire dans un engagement global en faveur du développement durable en prenant notamment en compte les enjeux environnementaux dans l'exécution de la prestation. Au-delà d'une simple déclaration d'intention, le titulaire du marché devra être en mesure en cours d'exécution du contrat de démontrer sa capacité à améliorer de façon continue les performances environnementales et/ou les maintenir à un niveau élevé et ainsi en faire notamment bénéficier l'Anses.

#### **ARTICLE 5      VERIFICATION-ADMISSION**

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG/FCS.

L'Anses dispose de 15 jours pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative. À l'issue des opérations de vérification, l'Anses peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Passé le délai de 15 jours, la décision d'admission est réputée acquise.

La certification du « service fait » sur l'outil informatique de gestion budgétaire et comptable de l'Anses vaut décision d'admission des prestations.

#### **ARTICLE 6      PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

##### **6.1      PRIX**

##### **6.1.1      Généralités**

Les prix mentionnés dans l'acte d'engagement et ses annexes financières sont des prix forfaitaires et unitaires.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation (frais de déplacement, d'hébergement, ...).

##### **6.1.2      Variation des prix :**

✓ Cas général : les prix du marché sont révisables à date anniversaire de sa notification en application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0.20 + 0.8 \times [ 0,7 \times \frac{I_{CHTrev-TS\ ime}}{I_{CHTrev\ TSo\ ime\ o}} + 0,3 \times \frac{FSD\ 2}{FSD\ 2o} ] ) \text{ dans laquelle :}$$

P = prix révisé

P<sub>o</sub> = prix initial

Référence de lecture des indices : publications INSEE, BOCCRF, Le Moniteur.

I<sub>CHTrev - TS ime</sub> = dernier indice connu au premier jour du mois de la demande de révision, relatif au coût horaire du travail révisé tous salariés, industries mécaniques et électriques - identifiant INSEE 1565183.

I<sub>CHTrev - TS ime o</sub> = indice du mois de remise de l'offre, relatif au coût horaire du travail révisé tous salariés, industries mécaniques et électriques - identifiant INSEE 1565183.

FSD 2 = dernier indice connu au premier jour du mois de la décision ou de la demande de révision, relatif aux frais et services divers, 2 ;

FSD 2<sub>o</sub> = indice du mois de remise de l'offre, relatif aux frais et services divers 2.

Pour toute demande de révision des prix, le titulaire **est tenu d'adresser à l'Anses - service des marchés publics (14 rue Pierre et Marie Curie 94701 Maisons-Alfort Cedex)** les éléments retenus pour la demande de révision des prix (référence des indices pris en compte) et calcule les nouveaux prix applicables ; cette demande peut être formulée dans le corps de la facture correspondante.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande, l'Anses notifie au titulaire sa réponse validant ou infirmant le calcul effectué. Passé le délai de 15 jours, en l'absence de réponse de l'Anses, la décision de révision est considérée comme acquise à titre provisoire ; le cas échéant en cas d'erreur avérée sur les références de lecture des indices ou d'erreur dans la mise en œuvre de la formule de révision, l'Anses procède ultérieurement à la rectification du calcul et adresse au titulaire la nouvelle base de révision. Le titulaire procède le cas échéant, après acceptation, à la régularisation des sommes en trop-perçu ou à l'émission d'une facture complémentaire.

Dérogation : en cas de changement important dans la structure des prix du marché (notamment dans le cadre d'une augmentation importante du coût de la main d'œuvre), le titulaire pourra demander avant la date anniversaire, sur présentation des justificatifs correspondants, la mise en œuvre d'une révision des prix anticipée.

✓ Pour les approvisionnements et pièces réalisés en dehors du cadre forfaitaire : les prix sont ajustables, sans périodicité déterminée, sur le barème que le titulaire applique au marché ou à l'ensemble de sa clientèle, affecté le cas échéant du taux de remise contractuel et/ou du coefficient d'entreprise.

**Clause de sauvegarde - butoir** : si la mise en œuvre de la variation des prix conduit à une hausse annuelle qui excède 3% entre deux périodes glissantes successives, l'Anses se réserve la faculté de limiter l'augmentation à 3% ou de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation à l'article 38 et 42 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

## **6.2 AVANCE**

Sauf renonciation du titulaire exprimée à l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire conformément aux dispositions du code de la commande publique. L'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS s'applique, le taux est fixé à 5%.

L'Anses se réserve le droit d'effectuer le remboursement de l'avance dès la première facture afférente.

## **6.3 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ**

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Numéro d'identification de TVA intracommunautaire de l'Anses : **FR 54 130 012 024**

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Anses le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

### **6.3.1 Présentation des demandes de paiements**

Les prestations effectuées à titre principal, font l'objet de paiements partiels définitifs effectués par trimestre ou à la demande du titulaire tous les mois. Les prestations exécutées au titre d'un bon de commande font l'objet de paiements définitifs après réception des prestations. Les factures sont établies sur la base des montants tels qu'ils figurent dans l'acte d'engagement, le cas échéant sur les devis acceptés.

## **Facturation électronique**

Le dépôt des factures sera effectué exclusivement via le portail Chorus Pro (solution gratuite) ; précisions sur la saisie de certaines informations :

### **Rubrique destinataire de la facture :**

- A la question « le destinataire est-il l'Etat » sélectionner **non**
- Dans tous les cas le Siret à indiquer est celui de l'Anses-« siège » : **130 012 024 00183**
- Aux questions « code service et libellé services » **ne rien mentionner**

### **Rubrique références (cf. schéma chapitre 7.3.2.) :**

#### **- A la question « N° d'engagement » :**

- pour les prestations forfaitaires de maintenance la clé à saisir vous sera communiqué ultérieurement (sous la forme CENG00XXX)
- dans le cas d'une commande la clé à saisir est le numéro de la commande (cf schéma article 7.3.2).

#### **- A la question « N° du marché » saisir le numéro de marché tel qu'il figure sur la commande**

## **6.3.2 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures**

Les documents afférents au paiement devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

### ➤ Mentions d'identification :

- Nom complet et adresse de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Identifiant **Siret** de l'émetteur et du destinataire de la facture (ou pour les émetteurs ne disposant pas de numéro Siret, l'identifiant défini à l'article 6 de l'arrêté du 9 décembre 2016).

### ➤ Éléments concernant la facture :

- la date d'émission de la facture ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

### ➤ Éléments concernant la prestation facturée :

- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du marché ;

- le cas échéant le numéro du bon de commande, en cas de prestations exécutées au moyen de bons de commande, tel que généré par le système d'information financière :

Ou trouver les informations sur un bon de commande Anses :



Marché	BON DE COMMANDE	DATE
XMIX000025/1	CBDC 318 1	30-12-2016

Page : 1

A facturer à
. SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE  94704 MAISONS ALFORT TVA Intracom 54130012024

A livrer à
. SIEGE MAISONS ALFORT 14 RUE PIERRE ET MARIE CURIE  94704 MAISONS ALFORT

Fournisseur

### 6.3.3 Mode de règlement et délai de paiement

Les prestations objet du marché seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Anses dispose d'un délai de trente jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

#### Cas de l'avance :

Pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution (marché, bon de commande ...).

#### Intérêts moratoires :

Lorsqu'il est imputable à l'Anses, le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

### 6.3.4 Paiement des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il adresse au pouvoir adjudicateur, une déclaration lors de la présentation de l'offre ou en cours d'exécution du marché (formulaire DC4).

En cas de sous-traitance ouvrant au droit au paiement direct du sous-traitant par le pouvoir adjudicateur, il est fait application des articles correspondants du code de la commande publique.



Les factures du sous-traitant sont libellées au seul nom du titulaire et sont directement transmises à ce dernier.

Ensuite, le Titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une autorisation de paiement signée par une personne habilitée à l'engager comportant :

- La désignation du sous-traitant ;
- Le numéro du marché concerné ;
- La somme à payer au sous-traitant.

L'autorisation de paiement doit être accompagnée d'une copie de la facture du sous-traitant afin de pouvoir vérifier l'adéquation du prix avec les prix du marché.

## **ARTICLE 7      ASSURANCE**

Dans le cadre de son activité au titre du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de l'Anses par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié pour faute, conformément à l'article 41 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 8      RESILIATION DU MARCHE**

### **8.1      DISPOSITIONS GENERALES**

L'Anses peut à tout moment qu'il y ait faute ou non du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché notifiée au titulaire.

En dérogation aux dispositions des articles 38 et 42 du CCAG/FCS, dans le cadre d'une résiliation du pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général, le titulaire ne pourra prétendre à indemnités.

### **8.2      DISPOSITION PARTICULIERE**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements administratifs requis par le code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail le marché est résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

### **8.3      EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

En cas d'inexécution par le titulaire du marché d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcé pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 45 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 9      AUTRES DISPOSITIONS**


La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par le code de la commande publique :

Le Directeur général de l'Anses

14, rue Pierre et Marie Curie - 94701 Maisons-Alfort Cedex

### **9.1 COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :**

L'Agent comptable de l'Anses  
14, rue Pierre et Marie Curie - 94701 Maisons-Alfort Cedex

 Dans le cadre d'un nantissement ou d'une cession de créance l'exemplaire unique du marché devra être produit par l'établissement de crédit sollicité, entre les mains du seul comptable désigné ci-dessus.

### **9.2 PERSONNES HABILITEES**

Le Directeur général  
La Directrice générale adjointe en charge du pôle "Affaires générales"  
La directrice de l'administration et des finances et son adjointe  
Le Directeur et le directeur adjoint du laboratoire  
Le Responsable administratif et financier du laboratoire de l'Anses  
*(Dans la limite de leur délégation)*

### **9.3 LITIGES**

Tout litige né de l'exécution ou de l'interprétation du marché peut faire l'objet d'un règlement amiable suivant les dispositions du code de la commande publique.  
Pour connaître d'éventuels litiges ne recevant pas de solution amiable, les tribunaux administratifs français sont seuls compétents conformément aux règles de compétence en la matière.

## **ARTICLE 10 DEROGATIONS AU CCAG FCS**

L'article 3.1. – dernier alinéa, déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.2. du CCAG/FCS relatifs aux observations sur les prescriptions des bons de commandes et des ordres de services.  
L'article 3.3. déroge à l'article 14.1 et 14.2 du CCAG/FCS relatif aux pénalités.  
L'article 7.1.2.- alinéa « clause de sauvegarde-butoir » déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS relatifs à la résiliation pour un motif d'intérêt général.  
L'article 9.1 déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS relatifs à la résiliation pour un motif d'intérêt général.

## **ANNEXE SECURITE ET CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS DE TRAVAIL** **UTILISES DANS LE CADRE DU MARCHE AVEC L'ANSES**

Votre entreprise assure une prestation pour l'Anses. Votre attention est tout particulièrement attirée sur la protection et la sécurisation des données informatiques.

**L'Anses met en œuvre une cybersurveillance régulière afin de lutter contre la fuite de données et s'assurer que des documents internes et confidentiels ne sont pas librement exposés sur le web ou sur des serveurs insuffisamment protégés.**

Cette cybersurveillance s'effectue dans le respect du secret des affaires car elle n'ausculte que les données librement accessibles.

Exemple décelée par cette cybersurveillance en 2019 :

Un titulaire d'un marché Anses avait transmis des plans de bâtiments Anses à un bureau d'études, pour une intervention ponctuelle d'une expertise.

Le serveur de sauvegarde ce fournisseur était mal configuré et son accès n'était pas protégé par mot de passe. Son contenu était donc librement accessible depuis l'internet.

La cybersurveillance a permis de repérer ces fichiers qui contenait des plans de bâtiments de l'Anses.

L'Anses a demandé des actions correctives aux deux entreprises pour sécuriser leurs systèmes et leurs modalités de transmission.

*Cette cybersurveillance a été aussi utile au bureau d'études qui a pu avoir connaissance de la défaillance de son système de sauvegarde et renforcer sa sécurité !*

**La clause de confidentialité engage votre société et doit être strictement respectée.** Assurez-vous de la bonne compréhension et respect de cette clause par votre entreprise.

**Assurez-vous notamment auprès de votre responsable ou direction informatique, que les dispositifs de protection et sécurisation informatique de votre société sont effectifs et vérifiés. Ne conservez les documents nécessaires à votre prestation que sur des systèmes et supports fermés et protégés** pour n'être accessibles qu'aux seules personnes habilitées.

L'utilisation de clés USB ou disques durs externes est à proscrire s'ils ne sont pas chiffrés et protégés.

**A l'issue de la prestation, supprimez les documents obsolètes ou inutiles** et si vous devez conserver des fichiers numériques pour assurer des interventions ultérieures dans le cadre de la période de garantie, de travaux de maintenance ou de garantie décennale, **conservez-les sur des systèmes et supports protégés.**

Si vous devez transmettre des documents à un tiers dans le cadre de la prestation, **demandez l'autorisation préalable de l'Anses et exigez de votre partenaire le même niveau de sécurité.**

**Signalez à votre interlocuteur Anses tout événement** qui a pu engendrer une exposition de documents relatifs à votre prestation sur internet ou une fuite de données.